

Pris de parole de Fabrice DAVID, Secrétaire Général de l'UD CGT 44 –
16 octobre 2014

Nous avons, ce matin, rassemblé des centaines de manifestants devant les permanences parlementaires PS pour les interpeller sur leur vote de confiance à un gouvernement qui mène clairement une politique libérale.

Nous sommes ici, cet après-midi, une nouvelle fois rassemblés pour exiger un changement de cap urgent, changement promis durant la campagne présidentielle et qui s'est traduit dans la réalité par une succession de renoncements et d'allégiances gouvernementales au patronat et aux libéraux de Bruxelles.

Nous sommes ici pour dire non à la casse de notre protection sociale qui est l'objet d'attaques incessantes du patronat et du gouvernement. Les droits des salariés et des retraités sont remis en cause, tant du point de vue de l'assurance maladie que de la retraite ou de la politique familiale. Il en résulte toujours plus de difficultés pour se soigner, vivre décemment sa retraite, élever ses enfants... La Sécurité sociale qui protège d'ordinaire des risques et aléas de la vie, et permet normalement d'aborder une nouvelle phase de la vie après le travail dans des conditions convenables, joue le rôle d'amortisseur social en temps de crise. Cependant, elle ne peut plus jouer correctement ce rôle lorsqu'elle est sans cesse agressée, au prétexte de réduire ce que les patrons appellent injustement le « coût du travail ». Prétextant des dépenses qui seraient trop élevées (on vit au-dessus de nos moyens ???), patronat et gouvernement s'en prennent aux droits en réduisant le niveau des prestations servies par la Sécurité sociale, en imposant aux hôpitaux des fermetures de lits, de services et en supprimant 8 800 emplois dans les organismes de sécurité sociale, accentuant ainsi le non accès aux soins.

Dans le même temps, ils remettent en cause sa pérennité financière en réduisant durablement les ressources (cotisations) des différents régimes, avec comme intention non déclarée le transfert des missions actuelles de la Sécurité sociale à des opérateurs privés (banques, assurance...), ce qui ne serait pas sans conséquence : aujourd'hui, en moyenne quand la Sécurité sociale reçoit 100 euros, elle en redistribue 96 euros, *un opérateur privé reçoit 100 euros, il n'en redistribue que 75.*

Le problème de la Sécurité sociale, ce ne sont pas les dépenses, mais les ressources :

Ce que vise le patronat, soutenu et accompagné par le gouvernement en place, c'est un désengagement total du financement de la Sécurité sociale. Ce serait autant de gagner pour verser des dividendes encore plus juteux aux actionnaires. Inversement, assurer le développement de la Sécurité sociale et sa capacité à mieux répondre aux besoins en matière d'accès aux soins, de retraite, de prestations familiales..., c'est augmenter les ressources.

Nous pouvons y parvenir par :

- La création d'emplois stables et correctement rémunérés ;
- Une croissance réactivée par une véritable politique industrielle et des services publics performants ;
- Une distribution des richesses créées plus favorable au monde du travail ;
- L'augmentation / revalorisation des salaires.

Les richesses sont là

Le niveau des dividendes distribués par les entreprises est aujourd'hui comparable à la totalité des dépenses de retraite tous régimes confondus, soit largement plus de 200 milliards d'euros. Si les dépenses de retraite bénéficient à environ 15 millions de retraités, une grande partie des dividendes arrive dans la poche de ... quelques milliers d'actionnaires.

Comme vient de le révéler la Cour des comptes, la fraude aux cotisations des employeurs représente pour les régimes un manque à gagner de plus de 25 milliards d'euros.

En outre, 230 milliards d'euros d'argent public sont versés aux entreprises pour soi-disant favoriser l'emploi. Or ces aides, qui proviennent de nos impôts, ne sont soumises à aucun contrôle ni contreparties et servent uniquement à augmenter la profitabilité pour accroître les dividendes versés (+ 30 % au 1^{er} semestre 2014). Ces 230 milliards seraient bien mieux utilisés s'ils étaient mis à disposition du financement des hôpitaux, des universités, d'une manière générale des services publics, de la Sécurité sociale et à l'investissement dans l'outil productif.

Pour la CGT, il est urgent :

- *d'augmenter les salaires et de développer l'emploi* dans le public et le privé ;
- *de pérenniser et étendre notre protection sociale*. Les allocations familiales, comme la branche maladie et vieillesse, doivent continuer à être financées par les cotisations sociales !
- *d'investir massivement* dans les services publics et la recherche industrielle pour *répondre aux besoins économiques et sociaux*.

Pour sortir de l'austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, exigeons ensemble :

- *la remise à plat de l'ensemble des aides publiques aux entreprises* : conditionnons-les à l'investissement dans l'emploi, la recherche, l'innovation, les salaires et la formation ; et supprimons les aides inefficaces dans ces domaines ;
- *une loi favorisant l'investissement productif* plutôt que la distribution de dividendes aux actionnaires (40 milliards ont été distribués aux actionnaires en France pour l'année 2013 !) ;
- *la suppression des aides fiscales et sociales aux entreprises et aux branches qui utilisent massivement l'emploi précaire*, ne respectent pas l'égalité salariale et professionnelle, et/ou pratiquent des salaires sous le Smic ;
- *l'augmentation des moyens financiers accordés à la Banque Publique d'Investissement* afin d'investir dans la recherche, la production, l'emploi et la formation, notamment en direction des PME et des territoires.

Pour cela, il est plus que temps que le rapport des forces change de camp. Il nous faut mobiliser, nous rassembler, autour notamment de nos camarades déjà en lutte, ici dans notre département comme partout dans le pays.

Je tiens d'ailleurs à saluer la présence ici de nos camarades de la SEITA, en lutte depuis plus de 5 mois contre la fermeture de leur entreprise à Carquefou. Entreprise qui engrange de substantiels dividendes tout en touchant de l'argent public, notre argent, et qui jette à la rue 327 salariés et près de 400 sous-traitants. Comment un gouvernement dit de gauche peut-il se résigner à accompagner un tel scandale ?

Je salue également la présence de nos camarades de C3 consultants de St-Herblain, victimes collatérales d'une gestion magouilleuse de leur

patron, avec l'argent de Pôle emploi. C'est encore ici 140 emplois qui vont disparaître.

Je salue aussi les camarades de GC logistique à la Boissière-du-Doré, en grève depuis presque 2 semaines contre une organisation du travail digne du moyen-âge, où le patron souhaite régner en maître absolu, faisant fi des Instances représentatives du personnel et de l'équité de traitement des salariés.

Je salue, encore, les camarades du Centre Hospitalier de Blain, en lutte pour leurs conditions de travail, pour le maintien de la qualité de services de soins et pour la conservation des emplois.

Je salue enfin tous les salariés en lutte (que je ne peux pas tous citer) qui ont décidé de résister, de ne pas laisser l'impunité à ceux du patronat qui ne rêvent que de rentabilité et n'hésitent pas à sacrifier la vie de milliers de familles. Je salue les retraités qui étaient encore dans la rue le 30 septembre dernier pour défendre leur droit de vivre décemment leur retraite. Je salue les privés d'emplois et les précaires qui sont les premières victimes du capitalisme.

Permettez-moi également, j'y tiens, de saluer nos camarades de Solidaires, ici à nos côtés, mais aussi de FO et de la FSU, qui n'appelaient pas aujourd'hui mais qui, par la présence de leur délégation, souhaitent marquer leur convergence d'analyse avec nous. A n'en pas douter, nos 4 organisations départementales se retrouveront très prochainement pour vous proposer de nouvelles actions, offensives et convergentes, car la période sociale, économique et politique que nous traversons appelle à dépasser nos quelques divergences pour travailler au rassemblement de toutes les forces de progrès. Vous le savez mes camarades, la victoire de nos revendications dépend de notre capacité à renverser le rapport des forces. A nous tous d'y travailler, au quotidien, dans les entreprises, les services publics et dans la rue !

Tous ensemble, on lâche rien.